



Communiqué de presse AG/PAL/813

**Comité pour l'exercice des droits
inaliénables du peuple palestinien**
264^{ème} séance - matin

**L'OBSERVATEUR DE LA PALESTINE DENONCE LES «TENTATIVES
ISRAËLIENNES DE REVENIR SUR LES ACQUIS D'OSLO»**

**La réunion africaine de l'ONU pour l'appui aux droits
du peuple palestinien se tiendra à Rabat au Maroc, les 24 et 25 juin**

S'exprimant ce matin devant les membres du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, l'Observateur de la Palestine auprès des Nations Unies, M. Nasser Al-Kidwa, a dénoncé ce qu'il considère comme une tentative israélienne de revenir à la situation qui prévalait avant les Accords d'Oslo.

La campagne militaire sanglante menée par les forces d'occupation israéliennes persiste sans relâche, appuyée en cela par l'augmentation considérable de l'usage de la force depuis le 29 mars 2002, a-t-il déclaré. Il est possible désormais de faire la lumière quant aux objectifs précis de cette campagne militaire qui consiste à revenir à la situation qui prévalait avant les Accords d'Oslo, de détruire l'Autorité palestinienne et de mettre un terme à tout progrès. Les forces d'occupation ont réoccupé la ville de Ramallah, attaqué le siège du Président Arafat à deux reprises et poursuivi la destruction systématique de l'infrastructure palestinienne. En outre, les forces d'occupation ont tenté de donner un caractère institutionnel aux résultats atteints sur le terrain. Le siège est maintenu sur les villes palestiniennes isolant totalement les centres urbains et imposant à la population le port d'un permis pour leur déplacement. Les forces d'occupation tentent de rétablir l'administration civile et le gouvernement militaire d'Israël sur les territoires palestiniens autonomes.

L'Observateur de la Palestine a demandé à la communauté internationale de mettre un frein aux activités du Premier Ministre israélien, M. Ariel Sharon, pour pouvoir espérer revenir à des négociations de paix dignes de ce nom. Il n'y a pas de doute que les forces d'occupation ont commis des crimes de guerre à Djénine mais il reste à en connaître la portée. C'est ce que nous attendons du rapport du Secrétaire général concernant ces événements. Nous comptons que l'Assemblée générale s'occupe de ce rapport de la manière la plus rapide possible et prenne les mesures qui s'imposent. Nous souhaitons également que la déclaration adoptée le 5 décembre dernier par les Hautes parties contractantes à la quatrième Convention de Genève donne lieu à des mesures concrètes.

Le Président du Comité, M. Papa Louis Fall (Sénégal), a également informé les membres du Comité de la déclaration* qu'a adoptée le Bureau le 15 mai dernier portant sur la détérioration de la situation sur le terrain et exprimant sa position. Le Président a ajouté qu'il a fait une déclaration lors de la réunion du Conseil de sécurité du 13 juin convoquée à la demande du groupe arabe afin d'examiner «la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine».

Le Comité a également approuvé les programmes provisoires de la Réunion africaine des Nations Unies pour l'appui aux droits inaliénables du peuple palestinien des 24 et 25 juin prochains et de l'Atelier des organisations non gouvernementales africaines sur la question de Palestine du 26 juin 2002. Ces deux manifestations auront lieu à Rabat au Maroc.

Les réunions des 24 et 25 juin auront pour thème central «La réalisation des droits inaliénables du peuple palestinien, clef de la paix au Moyen-Orient». La première matinée sera consacrée à l'écoute de déclarations de représentants de gouvernements, d'organisations intergouvernementales et d'organismes des Nations Unies tandis que les débats de l'après-midi porteront sur la question des répercussions de l'offensif militaire israélienne dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem. La première séance plénière du mardi 25 juin sera consacrée aux problèmes qui font obstacles à un règlement pacifique de la question palestinienne et la seconde aux efforts internationaux pour sauver la paix au Moyen-Orient ainsi qu'au soutien de l'Afrique aux droits inaliénables du peuple palestinien. Des représentants de gouvernements et d'organisations intergouvernementales et d'organismes des Nations Unies ainsi que différents experts participeront à ces débats. L'Atelier des ONG africaines sur la question de Palestine du 26 juin portera sur l'action de solidarité de la société civile africaine avec le peuple palestinien.

** publiée sous sa forme d'un communiqué de presse (GA/PAL/889)*

* * * * *